

Ménages, crise et bien-être dans les pays en développement : quelques enseignements de la littérature récente

par

Stéphane Meignel
Centre d'économie du développement
Université Montesquieu-Bordeaux IV - France

Résumé

Le renouvellement des théories économiques du ménage (modèles collectifs et modèles ménage consommateur-producteur) remet en cause le simplisme initial de la théorie traditionnelle du consommateur. Lorsqu'on analyse les ménages, on doit désormais prendre en compte leur nature intrinsèque d'agent double, c'est à dire de ménage consommateur et producteur. Ce point est particulièrement important pour les pays en voie de développement où l'exploitation agricole n'est pas dissociable de l'unité domestique. Ainsi les modifications des prix et des revenus entraînent l'apparition d'un effet profit qui s'ajoute aux effets revenu et substitution habituels. La réponse des ménages agricoles, tant en matière de production que de consommation, peut alors être aussi surprenante que légitime.

Néanmoins l'analyse du ménage consommateur-producteur repose toujours sur l'hypothèse de l'existence d'une fonction d'utilité-ménage indivisible. Or l'agrégation des préférences individuelles pose de redoutables problèmes, dont l'économiste ne peut sortir qu'en formulant des hypothèses fortes. Une brève critique empirique de ces hypothèses est alors avancée, sur la base d'un réexamen des données récentes sur l'inégalité interne à la famille et, sur la base de données qui remettent en cause l'existence de la centralisation des ressources à l'intérieur du ménage. Les modèles collectifs en supposant l'hétérogénéité des préférences des membres du ménage échappent à la nécessité de ces hypothèses contestables. La reconnaissance de la diversité interne du ménage réintroduit la possibilité de rapports de forces internes au ménage tout en s'affranchissant de l'hypothèse de la centralisation des ressources du ménage. La crise économique, si elle affecte la répartition interne des ressources du ménage, modifie alors les rapports de forces internes au ménage. Cette évolution des rapports de force provoque une modification supplémentaire de la demande des ménages. Ainsi, l'affaiblissement du pouvoir de négociation des femmes lors des programmes d'ajustements structurels pourrait avoir accentué l'effet récessif de la crise, dans la mesure où les ressources contrôlées par les femmes paraissent avoir de meilleures conséquences sur le bien-être du ménage que celles détenues par les hommes, tout au moins en Afrique subsaharienne.

Abstract

The renewal of economic household theory (collective models and consumer-producer household models) recalls into question the initial simplism of the traditional consumer theory. In order to analyse households, it is nowadays necessary to take their intrinsic of double agent nature into account, that is the household as consumer and producer. This point is particularly important for developing country, where the farm cannot be dissociated from domestic unit. Price and income modifications therefore bring about a profit effect which must be added to the usual income and substitution effects. In production as well as in consumption matters, the household's response may be then as surprising as legitimate.

However, the consumer-producer household analysis is still based on the hypothesis of the existence of an indivisible household utility- function, whereas the aggregation of individual preferences creates fearsome problems which the economist can only solve by setting out strong hypothesis. We propose a short empirical review of these hypothesis based on the re-examination of recent data concerning the internal family inequality and based on data which call the existence of resource centralization in the household back into question. In supposing the heterogeneity of the household members' preferences, the collective model eludes the necessity of such doubtful hypothesis. The recognition of the households' internal diversity reintroduces the possibility of power struggles inside the household and, at the same time, frees from the hypothesis of household resource centralization. If the economic crisis affects the households' internal resource allocation, it also changes the households' internal balance of power. This change of the balance of power implies a supplementary modification of the households' demand. Thus, the weakening of women's power of negotiation during the structural adjustment programmes might have increased the recessionist effect of the crisis, since resources controlled by women seem to have better consequences on household well-being than those held by men, at least

for Sub-saharan Africa.

The household economic theory renewal (collective models and consumer-producer household models) questionnes the consumer traditional theory initial simplism. To analyse households, their intrinsic nature of double agent must be taken into account, that is their consumer and producer nature. This point is particularly important for developing country in which farms can't be dissociated from domestic unit. So do price and income modifications entail the appearance of a profit effect which must be added to usual income and substitution effects. In production as well as in consumption matter, the households response may be then as surprising as legitimate.

Nevertheless, the consumer-producer household analyse rest still on the existence of an indivisible utility-household function hypothesis. Thus, the individuals preferences agregation pose fearsome problems which can be solved only by setting out strong hypothesis. A short empirical review of these hypothesis is then proposed thanks to the re-examination of recent figures concerning the internal family inequality and thanks to figures by which the existence of the resources centralization in the household is thrown back into question. If the heterogeneity of the membership household preferences is supposed, the collective model elude the necessity of so doubtful hypothesis. The recognition of the internal household diversity reintroduces the possibility of balance of power inside the household thoughh it frees from the resources household centralization hypothesis. The economic crisis, insofar it changes the household resources allocation has some impact on the balance of power inside the household. This balance of power development implies a supplementary modification of household demand. Thus, the weakening of women negotiation power during the structural adjustment programs might have reinforced the recessionnist effect of crisis for the reason that resources controled by women seems to have better consequences on household well-being than those hold by men, at least for Subsaharian Africa.

Sommaire

1.	Introduction	1
2.	Effet profit et décisions de consommation	1
3.	Brève critique du modèle unitaire	4
4.	Exposé des modèles collectifs	6
5.	Pouvoir de négociation, consommation et ajustement structurel	8
6.	Conclusion	9
	<i>Références bibliographiques</i>	10

1. Introduction¹

L'analyse macroéconomique a depuis longtemps souligné l'importance de la répartition des revenus sur la croissance. Cet aspect traditionnel est désormais complété au niveau microéconomique par une analyse plus subtile des ménages. En effet, le renouvellement de la théorie économique des ménages permet d'enrichir considérablement tant la vision du ménage-producteur que celle du ménage-consommateur. Ces nouveaux modèles remettent en cause le simplisme initial de la théorie traditionnelle du consommateur et du producteur. Les élasticité-prix ne sont plus aussi certainement déterminées, les conclusions de ces nouvelles modélisations dépendent désormais d'une réelle évaluation des victimes (et bénéficiaires) de la crise.

Les décisions de consommation sont ainsi fortement affectées par l'effet profit (modèle unitaire), c'est à dire par l'impact des prix sur les profits du ménage, mais également par la répartition du revenu à l'intérieur du ménage (modèles collectifs). Les effets de la crise sur la consommation des ménages dépendent donc en priorité des mécanismes précis de propagation de la crise.

Dans l'approche néoclassique du ménage producteur-consommateur (modèle unitaire), l'augmentation du prix de certains biens n'a pas forcément une influence négative sur la consommation des ménages.

Cependant, dans ce modèle, le ménage est représenté à partir d'hypothèses simplistes sur son fonctionnement interne. L'inégalité constatée à l'intérieur des ménages a suggéré les voies d'une approche plus réaliste du ménage où cohabite alors des individus aux préférences différentes. Sans rejeter l'idée d'un ménage bicéphale (producteur-consommateur), "le ménage [est certes considéré] comme une usine, mais comme toutes les usines, il contient des individus qui sont motivés à la fois par l'altruisme, l'intérêt personnel, et souvent les deux; des individus qui cajolent, coopèrent, menacent, aident, discutent, se soutiennent, et, en fait, se marchent occasionnellement les uns sur les autres"². Ainsi, les modèles collectifs des ménages montrent et évaluent les conséquences des rapports de force internes au ménage sur sa consommation. Ils font, de fait, voler en éclat l'hypothèse habituelle du modèle néoclassique unitaire : l'hypothèse de la centralisation des ressources à l'intérieur du ménage. Or, la crise

économique modifie souvent les rapports de force internes au ménage, elle provoque alors une modification supplémentaire de la demande des ménages induite par ces changements dans la répartition interne des ressources du ménage.

La présente contribution se propose d'examiner l'importance de ces différentes approches pour comprendre les dynamiques de la consommation des ménages. Dans un premier temps, l'importance, théorique et empirique, de l'effet profit nous permettra d'insister sur la nécessité de différencier les ménages selon la nature de leur insertion dans l'économie marchande. Puis, après avoir brièvement présenté les critiques de l'hypothèse d'une fonction d'utilité ménage indivisible, nous présenterons les nouveautés du cadre théorique des modèles collectifs. Nous serons alors en mesure : premièrement de montrer la nécessité de distinguer les hommes et les femmes dans l'analyse de la consommation des ménages, puis de formuler des hypothèses sur les conséquences des politiques d'ajustement structurel sur l'inégalité interne du ménage et donc, sur sa consommation.

2. Effet profit et décisions de consommation

L'analyse des ménages connaît depuis une trentaine d'années un renouveau grandissant. Les travaux de Becker³ ont introduit l'idée que le ménage-consommateur est aussi un producteur. Inversement, la prise en compte des phénomènes d'autoconsommation a renversé la perspective du ménage agricole qui est un producteur mais aussi un consommateur⁴. Dans ces conditions, les décisions de production et de consommation du ménage sont simultanées.

Cependant dans le cadre d'un fonctionnement parfait des différents marchés, les décisions de production et de consommation sont récursives⁵. Cette propriété signifie simplement que les décisions de production de consommation et d'offre de travail peuvent être traitées de façon successives : les décisions de production s'effectuant sur la base des prix de marché (et donc de prix fixés, exogènes), elles sont indépendantes des autres décisions. Par contre les décisions de consommation et d'offre de travail dépendent des prix (fixés) et des revenus, revenus qui sont plus ou moins affectés par le profit dégagé par l'exploitant agricole. Ainsi les décisions de production déterminent le profit lequel, en tant que

¹ Une version antérieure de ce document a été présentée au séminaire "Ménages et Crise", ORSTOM/CEDERS, Université Aix-Marseille II, atelier de Marseille 24-26 mars 1997.

² Alderman, Chiappori, Haddad, Hoddinott, Kanbur [1995], p.15.

³ Becker [1965].

⁴ Nakajima [1969].

⁵ Strauss [1986].

Tableau 1 : Analyse de l'effet profit

Economie	Elasticité						
	demande de bien agricole		demande de bien non agricole		offre de travail		surplus commercialisable
	sans effet profit	avec effet profit	sans effet profit	avec effet profit	sans effet profit	avec effet profit	avec effet profit
Elasticité prix agricole							
Japon	-0,87	-0,35	0,08	0,61	0,16	-1,01	2,97
Corée	-0,18	0,01	-0,19	0,81	0,03	-0,13	1,40
Malaisie	-0,04	0,38	-0,27	1,94	0,08	-0,57	0,66
Nigéria	-0,05	0,19	-0,14	0,57	0,03	-0,06	0,20
Sierra-Leone	-0,74	-0,66	-0,03	0,14	0,01	-0,09	0,71
Taiwan	-0,72	0,22	0,13	1,18	0,21	-1,54	1,03
Thaïlande	-0,82	-0,37	0,06	0,51	0,18	-0,62	8,1
Elasticité salaire							
Japon	0,29	0,15	0,39	0,25	0,15	0,45	-
Corée	0,16	0,01	0,77	0,05	0,00	0,11	-
Malaisie	0,06	-0,08	0,29	-0,35	-0,07	0,11	-
Nigéria	0,06	0,02	0,04	0,01	0,01	0,10	-
Sierra-Leone	0,47	0,37	0,78	0,57	0,14	0,26	-
Taiwan	0,14	-0,03	0,05	-0,12	-0,12	0,17	-
Thaïlande	0,57	0,47	0,62	0,52	0,08	0,26	-

Note : Chaque valeur du tableau se lit comme le pourcentage de variation de la variable endogène à une variation d'un pour-cent des prix agricoles ou du salaire.

Source : Singh, Squire, Strauss [1986b].

composante du revenu, affecte à son tour les décisions de consommation et d'offre de travail. La littérature économique dénomme "effet profit" cette action indirecte des décisions de production sur celles de consommation et d'offre de travail.

Ainsi, lorsqu'on examine les équations de demande de ce nouveau consommateur, on doit désormais distinguer trois effets⁶ : un effet de substitution (c'est-à-dire la réponse de la demande à une modification du prix, à revenu inchangé); un effet revenu (c'est-à-dire la réponse de la demande à la modification du revenu consécutive à la variation du prix, à prix inchangé); et un effet revenu supplémentaire, l'effet profit qui correspond à la modification éventuelle du revenu du ménage lorsque le ménage produit le bien dont le prix a varié⁷.

Un changement dans le prix d'un bien consommé, et en partie produit par le ménage, a donc l'effet de substitution négatif habituel, et un effet revenu élargi, qui correspond à l'effet revenu et à l'effet profit, qui est alors pondéré par le surplus commercialisable du bien en question et non par la seule consommation de ce bien⁸. L'effet revenu élargi

est donc positif pour un vendeur net : si le prix du bien augmente, le revenu élargi du ménage augmente également et la consommation du bien peut répondre positivement à un changement de son propre prix, même si le bien en question est un bien normal ou supérieur, il suffit pour cela que l'effet revenu élargi surclasse l'effet de substitution. Inversement, l'effet revenu total est négatif pour un vendeur net, ce qui renforce la réponse négative du ménage.

Cet effort théorique permet d'introduire de nouveaux éléments dans l'analyse de la demande des ménages. Ces modèles se distinguent essentiellement de leurs prédécesseurs par l'intégration dans une même unité du producteur et du consommateur. La conséquence majeure de ce parti pris est l'apparition d'un effet profit affectant les décisions des consommateurs. Le tableau 1, issue d'un travail de Singh, Squire et Strauss⁹, souligne l'importance d'une telle novation. Ce tableau compare les élasticités calculées lorsque l'effet profit est pris en compte ou lorsqu'il ne l'est pas. Les différences sont notables¹⁰.

L'effet traditionnel prévu par la théorie standard du consommateur prévoit une forte baisse de

⁶ Pour une présentation analytique de ces travaux, on peut se reporter à l'article séminal de Strauss [1986], ou à sa présentation détaillée dans Meignel [1991].

⁷ Naturellement, l'effet profit modifie l'analyse traditionnelle de la demande uniquement lorsque le ménage produit du bien dont le prix a varié.

⁸ Voir note 5.

⁹ Singh, Squire et Strauss [1986b].

¹⁰ Plus récemment, Muller [1992] insistait également sur la nécessité de prendre en compte les décisions de production pour analyser les fonctions de demande de producteurs agricoles d'Afrique centrale (Rwanda). La modélisation de la production paraissait importante pour la consommation des biens suivants: haricots, autres fruits et légumes, patates douces, autres tubercules, autres produits alimentaires.

la consommation dont le prix augmente. Lorsque l'effet profit intervient cet effet négatif est non seulement atténué dans trois cas (Japon, Sierra-Leone, Thaïlande), mais surtout la réponse du ménage change de signe dans les quatre autres pays : elle devient positive (Corée, Malaisie, Nigéria, Taïwan). L'effet profit fait plus que compenser les effets de revenu et de substitution habituels, les ménages agricoles augmentent leur autoconsommation du bien dont le prix augmente ! Les quantités offertes de ce produit sur le marché dépendent alors de l'élasticité-prix de la production. La réponse du surplus commercialisable reste cependant positive, même si elle semble minorée par l'effet profit.

La comparaison des élasticités de la demande de bien non agricole est tout aussi révélatrice. La prise en compte de l'effet profit fait augmenter dans tous les cas la demande de bien non agricole consécutive à une hausse du prix des biens agricoles. Dans quatre pays (Corée, Malaisie, Nigéria, Sierra-Leone) cette demande change de signe et devient positive. Dans la théorie traditionnelle, l'élasticité-prix croisée provoque un effet de substitution positif et un effet revenu (le revenu réel baisse) négatif. L'effet profit renforce l'effet de substitution en compensant plus ou moins la diminution du revenu réel.

Les conséquences sur l'offre de travail diffèrent d'une façon encore plus significative. Pour la modélisation traditionnelle, une hausse du prix du bien agricole réduit la demande de loisir, ce qui se traduit par une augmentation de l'offre de travail. A l'inverse, les modèles des ménages agricoles prédisent une diminution de l'offre de travail : les ménages disposant d'un revenu plus important, désirent consommer plus de loisir (bien normal ou supérieure).

Dans la théorie traditionnelle du consommateur, la hausse du salaire entraîne une élévation du revenu. C'est pourquoi les élasticités salaires des demandes de consommation sont positives; les réponses de l'offre de travail sont, elles, négatives ou inélastiques. Ces effets sont partiellement compensés dans les modèles des ménages agricoles où la hausse des salaires affecte les décisions de production et réduit les revenus. Les élasticités salaires de la consommation sont affaiblies d'autant, et même deviennent négatives pour deux pays (Malaisie et Taïwan).

Inversement, sous les PAS, la baisse du salaire réel des fonctionnaires si elle s'est répercutée sur l'ensemble des salaires du marché du travail, peut avoir permis à certains ménage-employeur de connaître une amélioration de leur profit, ce qui peut au contraire favoriser la consommation. A cet égard, il est tout à fait significatif que les pays, où la part des travailleurs salariés dans la population active agricole est la plus faible, soient des pays pour lesquels les

élasticités salaires de la consommation soient très peu affectées par l'effet profit. On pense naturellement à la faiblesse atypique de l'emploi salarié dans l'agriculture de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

L'influence des décisions de production permet également de calculer des élasticités qui ne peuvent pas être estimées à partir de théories centrées exclusivement sur les comportements du consommateur. En fait, désormais toutes les variables qui affectent les décisions de production influencent les décisions de consommation. Ainsi, une variation du prix de n'importe quel facteur de production (par exemple le prix des engrais) ou un changement du stock de capital (la terre) rétroagit également sur la consommation de biens agricoles ou non agricoles.

Néanmoins la lecture du tableau 1 nous enseigne également que les résultats diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. L'effet profit est l'élément commun à nos modélisateurs mais il n'intervient pas partout avec la même ampleur. Les raisons de cet impact différencié peuvent être attribuées à trois facteurs principaux.

Premièrement, le profit est plus ou moins affecté par les variations des prix. Par exemple, quand en Malaisie une hausse de 10% des prix à la production provoque une augmentation de 16% des profits, en Sierra-Leone l'effet reste limité à 2%¹¹.

Deuxièmement, l'importance quantitative de l'effet profit est directement reliée au poids occupé par le profit dans le revenu total du ménage.

Troisièmement, l'élasticité revenu de la demande varie selon les biens. En règle générale, elle est plus importante pour les biens non agricoles que pour les biens agricoles. La perception de l'effet profit est alors d'autant plus palpable que le ménage peut accéder facilement à ces biens de consommation non agricoles.

Les conclusions de cette analyse des ménages agricoles sont donc très nuancées sur les conséquences effectives des mouvements des prix sur la consommation des ménages. Cette analyse renforce cependant l'idée d'une opposition entre les ménages ruraux et les ménages urbains. Néanmoins, à l'intérieur même du monde rural, la situation est également très différente entre l'amélioration de la position des ménages excédentaires (vendeurs nets) et la détérioration des ménages déficitaires (acheteurs nets). Ces conclusions ne sont pas après tout très surprenantes puisqu'elles légitimaient déjà en partie les PAS dont l'objectif essentiel demeurerait, en principe, le renversement des termes de l'échange

¹¹ Singh et alii [1986b].

entre les villes et les campagnes¹².

Cependant, les conséquences de l'effet profit ont été grandement simplifiées par l'adjonction de l'hypothèse d'un fonctionnement parfait des différents marchés. Cette hypothèse a été relâchée par de nombreux auteurs, les résultats théoriques deviennent alors très indéterminés. C'est pourquoi nous avons choisi de ne pas les présenter¹³, d'autant plus que très peu de travaux empiriques ont exploré cette voie.

L'analyse du ménage consommateur-producteur repose cependant sur une hypothèse très forte, une fonction d'utilité ménage indivisible, dont la contestation a conduit à l'adoption des modèles collectifs, qui renouvellent profondément l'analyse de la consommation des ménages.

3. *Brève critique du modèle unitaire*

Le ménage n'est pas un individu. Or, on sait depuis le théorème d'impossibilité d'Arrow, que l'agrégation des préférences individuelles pose de redoutables problèmes. Pour accepter la cohérence d'une fonction d'utilité familiale¹⁴ unique, les économistes sont obligés de formuler des hypothèses fortes. On a présenté ailleurs ces hypothèses et leurs critiques¹⁵ théoriques. De façon empirique, l'existence d'inégalités familiales ébranle l'hypothèse d'un ménage unitaire, qui peut se justifier en partie par un altruisme familial (Becker).

Sen stigmatise depuis longtemps les problèmes de répartition à l'intérieur du ménage, où, selon lui, le biais sexuel joue systématiquement en défaveur des femmes. Dans les PVD, cette discrimination a des conséquences dramatiques dans la mesure où c'est la

"capabilité même à vivre une longue vie"¹⁶ qui est en cause. Le ratio femme/ homme varie entre 0,93 et 0,96 en Asie et en Afrique du Nord. Au contraire, grâce en grande partie aux avantages biologiques des femmes, en Europe et en Amérique du Nord, ce ratio est largement supérieur à l'unité (1,05). L'Afrique Subsaharienne possède un ratio femme/homme voisin de 1,02. De très nombreuses autres études renforcent l'idée d'un ménage africain beaucoup plus solidaire que dans les autres PVD. Svedberg confirme d'ailleurs les résultats de ces travaux antérieurs qui estimaient que dans la plupart des cas (2/3), il n'y a pas de différence statistiquement significative dans la nutrition des filles et des garçons¹⁷. Au contraire, lorsqu'il y a un biais nutritionnel significatif, ce biais est défavorable, la plupart du temps, aux hommes¹⁸.

De plus, le réexamen récent de données asiatiques semble également remettre en cause la plupart des conclusions sur l'inégalité par genre dans la répartition interne des consommations du ménage. En effet, lorsque l'inégalité est appréhendée par l'intermédiaire des quantités de calories consommées, il faut tenir compte des besoins respectifs des individus. Si, a priori, les comparaisons entre enfants en bas âge ne posent pas, de ce point de vue, de problème, on doit distinguer les besoins des adultes selon leur activité. Sen, qui n'est pas très convaincu par ces nuances, raille méchamment les experts des années soixante-dix de la FAO et du WHO qui, de leur appartement de Manhattan, traitent les tâches domestiques comme des activités sédentaires¹⁹.

Une fois ces précautions méthodologiques effectuées²⁰, lorsque l'on ajuste les données avec les dépenses énergétiques des individus, on ne trouve pas d'écarts significatifs entre la consommation des hommes et des femmes²¹. Pour Pitt et alii - données du Bangladesh²² -, la distribution de la consommation à l'intérieur du ménage paraît au contraire plus équitablement répartie que l'effort au travail.

Dans un article récent, Subramaniam relève également un énorme problème d'interprétation économétrique des données sur l'inégalité des ménages²³. Dans son analyse dynamique de l'allocation interne des ressources, le ménage cherche à égaliser l'utilité marginale de la richesse quand il

¹² Cependant comme le souligne Low [1985], dans son étude sur les ménages agricoles du Swaziland, l'augmentation des prix aux producteurs n'influence pas les ménages déficitaires, qui ne commercialisent pas de surplus sur les marchés, tandis que la hausse des prix à la consommation (prix au détail) peut relancer la production agricole en incitant les ménages déficitaires à réduire leur approvisionnement marchand en augmentant leur propre production.

¹³ Pour un exposé exhaustif de ces analyses, on peut se reporter à notre travail sur "l'analyse théorique des ménages agricoles", document de travail du C.E.D, Bordeaux IV, à paraître.

¹⁴ Même si en général on doit distinguer la famille, qui est fondée sur des liens de parenté, et le ménage, dont les membres sont simplement supposés habiter sous le même toit, ces deux expressions seront pour nous équivalentes dans la suite de l'exposé.

¹⁵ Meignel "L'analyse des ménages agricoles en Afrique Subsaharienne : vaines hétérodoxies, fécondes orthodoxies", document de travail, C.E.D, Bordeaux IV, à paraître.,

¹⁶ Sen [1983], p.21.

¹⁷ Deaton [1989] trouve un résultat similaire pour la Côte d'Ivoire.

¹⁸ Svedberg [1996].

¹⁹ Sen [1983].

²⁰ Les articles récents sur le sujet ne précisent malheureusement pas clairement leur référence. Ils utilisent peut-être les travaux de ces experts des années soixante-dix ...

²¹ Haddad et alii [1995], données des Philippines.

²² Pitt et alii [1990], données du Bangladesh.

²³ Subramaniam [1996].

répartit ses ressources sur son cycle de vie. Or, la naissance d'une fille correspond à un choc négatif sur cette richesse, à une diminution future du revenu du ménage qui devra payer la dote de la future mariée. En conséquence le ménage anticipe ses futures dépenses et réduit à l'avance sa consommation. Il augmente son épargne.

Les ménages, dont le nombre de filles est supérieur au nombre de garçons, ont ainsi une consommation plus faible que celle des ménages ayant relativement moins de filles que de garçons. Si on neutralise cet effet lié à la structure par genre du ménage, l'inégalité homme/femme dans l'allocation des ressources, préalablement constatée²⁴, disparaît. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les données empiriques concernent l'Inde rurale, pays traditionnellement associé au biais sexuel.

Néanmoins, en Asie, de nombreuses études suggèrent que les parents favoriseraient la situation de leurs fils au détriment de celle de leurs filles. Rosenzweig et Schultz²⁵ expliquent ce phénomène par l'existence pour les hommes d'opportunités salariales plus élevées : les ratios de mortalité infantile (régionaux) féminin/masculin sont inversement corrélés avec les taux de participation de la force de travail féminine (données indiennes). Behrman²⁶ - données indiennes - trouve des différences significatives entre les garçons et les filles, mais seulement durant la saison de pénuries²⁷, ce biais disparaissant durant la saison d'abondance. Pour Behrman, les parents choisissent une stratégie de rentabilité pendant les périodes difficiles alors qu'ils luttent contre l'inégalité quand ils en ont les moyens. A partir des mêmes données, Behrman et Deolalikar²⁸ estiment que les élasticités prix et salaire de la consommation sont dans la plupart des cas substantiellement et significativement plus faibles pour les femmes que pour les hommes. Ainsi, pour certains aliments, les femmes et les filles supportent une part disproportionnée de l'ajustement consécutif

à la hausse des prix alimentaires.

Cependant, les inégalités ne sont pas forcément incompatibles avec l'hypothèse d'altruisme. A la suite de Sen et de Galbraith, Brossollet rappelle que les femmes peuvent avoir été éduquées à l'altruisme et à l'abnégation, à l'adoption des préférences des autres²⁹. Les inégalités s'expliquent alors par des préférences unanimement partagées.

Thomas montre, au contraire, que les préférences des parents diffèrent³⁰ : aux Etats-unis, au Brésil et au Ghana, l'éducation des femmes a un impact plus fort sur la taille de leurs filles que sur celles de leurs fils. Inversement, l'éducation des hommes a un impact plus fort sur la taille de leurs fils que de leurs filles. Ces résultats ne s'expliquent pas uniquement par une différence de technologie dans la production de capital humain. Certes, les pères passent plus de temps avec leurs fils qu'avec leurs filles, leur rôle est donc plus important dans le développement de ces derniers et inversement (relation mère/fille). Mais, si l'éducation est un indicateur du pouvoir de négociation à l'intérieur du ménage, alors les femmes qui sont davantage instruites que leur mari devraient, toutes choses égales par ailleurs, avoir une plus grande influence sur la répartition des ressources du ménage. Thomas trouve confirmation de cette hypothèse, où pour le Ghana le fait que les femmes soient mieux éduquées que leur mari a un effet significatif (et important) plus fort sur la taille de leurs filles que sur celle de leurs fils.

Toutefois, même l'existence d'un certain égalitarisme familial (tout au moins nutritionnel) ne prouve pas la validité de l'hypothèse de la fonction d'utilité ménage. En effet, aux critiques théoriques, qui ne sont pas ici abordés, s'ajoute une critique empirique déterminante : la non centralisation des ressources et des décisions du ménage.

Wallace³¹ rappelle qu'au Nigéria, le projet d'aménagement de la rivière Kano échoua pour avoir surestimé le travail disponible : les chefs de *gandu* ne contrôlent pas l'offre de travail des jeunes hommes qui sont libres de saisir des opportunités extérieures au village en dehors de leurs contributions obligatoires aux cultures vivrières.

Udry montre qu'au Burkina Faso, les terres contrôlées par les femmes du ménage sont moins intensivement cultivées que celles contrôlées par les hommes du même ménage³². Cette inefficience dans l'allocation des ressources à l'intérieur du ménage

²⁴ L'équation habituellement estimée est de la forme : $\log C_{mt} = \beta_0 + \beta_h H_{mt} + \beta_f F_{mt} + \beta_y Y_{mt} + u_{mt}$ avec : $\log C_{mt}$ est le log (annuelle) des dépenses de consommation du ménage m , H_{mt} , F_{mt} sont les nombres d'hommes et de femmes du ménage, Y_{mt} est le log du revenu du ménage. L'inégalité correspond simplement à la différence statistiquement significative des coefficients β_h et β_f . L'analyse de Subramaniam ajoute simplement une nouvelle variable à l'équation précédente ($\beta_z Z_m$, "the household fixed-effect") qui permet d'annuler l'effet de richesse propre à la structure sexuelle du ménage.

²⁵ Rosenzweig et Schultz [1982].

²⁶ Behrman [1988].

²⁷ Et seulement pour les plus basses castes de la société.

²⁸ Behrman, Deolalikar [1990]. {" The intrahousehold demand for nutrients in rural south India: individual estimates, fixed effects and permanent income", *Journal of Human Resources*, vol.25, n°4, pp.665-6696, cité par Strauss et Thomas [1995]}.

²⁹ Brossollet [1992].

³⁰ Thomas [1994].

³¹ Wallace [1978]. {"The concept of *gandu* : how useful is it in understanding labour relation in rural hausa society ?", *Savanna* 7(2), cité par Guyer [1981]}.

³² Udry [1996].

s'explique par l'inégalité de l'accès aux intrants³³ modernes auxquelles les femmes ont moins recours. La production familiale pourrait être augmentée de 10 à 20% si les quantités de travail, d'engrais et de fumier étaient réorientées des terrains des hommes vers ceux des femmes³⁴.

Des approches multidisciplinaires ont depuis longtemps attiré l'attention sur la multiplicité des niveaux de décision dans les sociétés rurales africaines³⁵. La pluralité des unités de décision invite à la reconnaissance d'individus aux sphères d'activités plus ou moins autonomes à l'intérieur du ménage. Le ménage n'est pas le lieu d'un consensus dictatorial ou altruiste, les membres du ménage ont des intérêts à la fois convergents et divergents.

Cette multiplicité des centres de décision remet en cause les modèles néoclassiques orthodoxes fondés sur l'homogénéité des préférences des membres du ménage. La Banque mondiale reconnaît en 1990 que le modèle idéal serait un "modèle de l'unité ménage décentralisée dans laquelle les individus auraient des degrés différents de responsabilité pour les décisions de production, de revenu et de dépense".

Or, les modèles collectifs permettent d'envisager un tel ménage. Avant de présenter les conséquences de ce nouveau cadre sur les décisions de consommation du ménage en période de crise, nous résumons dans leurs grandes lignes ces nouveaux modèles.

4. Exposé des modèles collectifs

Tous les modèles collectifs ont en commun de supposer l'hétérogénéité des préférences des membres du ménage. Ils diffèrent cependant selon les mécanismes supposés d'allocation interne des ressources. On peut distinguer deux grandes sortes de modèles collectifs : les modèles coopératifs et les modèles non coopératifs.

Dans l'approche des modèles non coopératifs, les membres du ménage ont non seulement des préférences différentes, mais ils ne parviennent pas

nécessairement à des accords mutuels. Les membres du ménage agissent chacun comme des acteurs autonomes dans leur domaine réservé d'activité. Chaque individu décide de son propre revenu et de ses propres consommations sous sa contrainte individuelle de revenu. Seul un transfert net de revenu les lie l'un à l'autre.

Les modèles coopératifs regroupent deux types d'approches.

Dans la première catégorie, on suppose seulement que les décisions du ménage sont toujours Pareto efficaces : on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui de quelqu'un d'autre. Cette simple hypothèse suffit pourtant à l'élaboration de restrictions testables sur l'offre de travail³⁶. De plus, on ne fait aucune hypothèse sur la façon dont sont distribuées les ressources à l'intérieur du ménage. Dans ce cadre d'analyse, la règle de répartition est estimée à partir des données, elle n'est pas postulée a priori.

Les autres modèles coopératifs fixent a priori une structure plus précise aux processus d'allocation des ressources internes aux ménages. Ces modèles représentent les décisions du ménage comme le produit d'une négociation entre les membres du ménage. Ils utilisent ainsi les outils de la théorie des jeux coopératifs. Nous tirons de l'article de McElroy une présentation simplifiée des modèles ménages coopératifs³⁷.

Pour comprendre un modèle ménage coopératif, on doit d'abord décrire la situation de chacun des membres du ménage avant l'union. Cette situation est déterminante pour comprendre la répartition interne d'un ménage. En effet, la solution de Nash est la solution coopérative d'un jeu à deux personnes où le point de menace de chaque individu influence la négociation. Dans cette optique, le point de menace³⁸ de l'individu i correspond au coût d'opportunité d'être marié, c'est à dire au maximum de ce que l'individu i obtiendrait par lui-même s'il était seul.

Soit les deux individus, h et f , qui, lorsqu'ils vivent séparément ont les fonctions d'utilité respectives : $U_h^0(X_0, X_h, L_h)$ et $U_f^0(X_0, X_f, L_f)$ avec, X_h et X_f les biens consommés exclusivement par, respectivement, h et f , L_h et L_f leur loisir respectif, et X_0 un bien public consommé à la fois par les individus en ménage ou par les individus célibataires (cela peut correspondre au "ménage" du ménage...). Si l'on note

³³ De Janvry et Sadoulet [1995] utilisent des modèles de ménage pour la formulation de stratégies de réduction de la pauvreté où la possession, ou non, d'actifs constitue le critère déterminant des niveaux de revenu atteint. Ils parviennent ainsi à simuler les effets d'une redistribution des actifs sur la pauvreté au Mexique. Dans le même ordre d'idées, les nombreux travaux de Lachaud [1994] mettent en évidence les liaisons fortes entre la possession, ou non, de certains actifs sur la pauvreté sur la plupart des marchés du travail urbain d'Afrique Subsaharienne. Lachaud [1996] explique aussi la plus grande fragilité des femmes sur le marché du travail par leur moindre accès à l'instruction et au capital.

³⁴ Udry et alii [1995].

³⁵ Gastellu [1979].

³⁶ Chiappori [1998, 1992].

³⁷ McElroy [1990].

³⁸ De façon plus simple, le point de menace correspond à la revendication minimale de l'individu, c'est-à-dire à ce qu'il obtiendrait seul, à l'extérieur du ménage. Toutes choses égales par ailleurs, plus la situation d'un individu est bonne à l'extérieur du ménage, plus cet individu est en position de force pour obtenir le partage des gains du ménage en sa faveur.

p le vecteur des prix de tous les biens, w le salaire de h et f , I_f et I_h les ressources non salariales de f et h , les fonctions d'utilité indirecte qui maximisent le bien être de h et f , vivant séparément sont de la forme : $V_h^0(p_0, p_h, w_h, I_h; a_h)$ et $U_f^0(p_0, p_f, w_f, I_f; a_f)$ où les a représentent les paramètres de l'environnement externe au ménage. Ces paramètres correspondent à toutes les variables qui affectent la valeur maximale d'utilité atteignable par l'individu à l'extérieur du mariage.

Supposons maintenant que les deux individus forment désormais un seul ménage. Les deux individus décident de former ce couple s'ils y gagnent, c'est-à-dire à la condition que l'utilité obtenue en couple soit supérieure à l'utilité obtenue individuellement. Si on note U_h et U_f leur fonction d'utilité respective après leur union, cette condition peut s'écrire ainsi :

$$U_i - V_i^0 > 0 \text{ avec } i = h, f.$$

On suppose que les individus se répartissent les gains du mariage par la négociation. Un tel accord est supposé remplir les conditions de maximisation des fonctions de gain de Nash. Ce qui peut s'écrire ainsi :

$$N = (U_i, V_i^0) (U_i, V_i^0) \text{ avec } i = h, f.$$

Sous la contrainte de revenu total (c'est-à-dire le total des ressources valorisables) :

$$p_0 X_0 + p_h X_h + p_f X_f + w_h L_h + w_f L_f = (w_f + w_h) T + I_h + I_f$$

Les fonctions de demande sont donc de la forme suivante :

$$X_i = X_i(p, w, I_h, I_f, a_h, a_f) \text{ avec } i = 0, h, f.$$

$$L_i = L_i(p, w, I_h, I_f; a_h, a_f) \text{ avec } i = h, f.$$

Ces fonctions de demande dépendent désormais, outre des prix des biens et du loisir, des revenus non salariaux de chacun des individus et des paramètres de l'environnement extérieur au ménage propre à chaque individu. McElroy insiste à juste titre sur le fait que le modèle ménage-unitaire est un cas particulier de ce modèle de Nash³⁹ où les paramètres

I_i et a_i sont nuls.

L'approche coopérative permet alors la prise en compte d'éléments nouveaux dans l'analyse économique des ménages : les paramètres de l'environnement extérieur. Ces éléments modifient les points de menace sans affecter les prix et les revenus non salariaux auxquels font face les individus mariés. McElroy donne une liste détaillée de ces facteurs. Il peut s'agir de l'état du marché du mariage et du remariage (c'est-à-dire le ratio homme-femme de l'âge approprié), de la possibilité de retourner dans sa famille d'origine (richesse parentale) ; des restrictions imposées ou des facilités procurées par l'appartenance à des réseaux sociaux ou religieux (interdiction ou non du travail à l'extérieur de l'exploitation) ; de la législation concernant les droits de propriété, les divorces, les pensions alimentaires, les allocations familiales; des modifications du barème des impôts selon la situation maritale (si l'impôt est progressif, les partenaires peuvent connaître une baisse de leur taux marginal d'imposition lorsqu'ils se séparent).

L'apport de ces paramètres extérieurs remet ainsi en avant l'importance des décisions d'ordre législatif dans la mise en oeuvre d'un développement plus équilibré qui revalorise la situation des membres les plus défavorisés du ménage

De plus, on retrouve dans l'approche coopérative l'importance dévolue à la non centralisation des ressources puisque l'origine de la détention des revenus non salariaux influence directement les fonctions de demande. Ainsi, les différentes approches des modèles collectifs insistent tous sur l'importance de l'origine de la détention des revenus pour la détermination des fonctions de demande. La consommation du ménage diffère selon la personne détentrice du revenu⁴⁰.

Les modèles collectifs proposent une grille de lecture

couple (les femmes s'occupent du ménage et de la préparation culinaire ...) et des anticipations de cette répartition des tâches. L'importance des normes sociales dans la division sexuelle du travail permet l'économie de coûts de transactions dont l'absence peut favoriser la détermination de l'équilibre final à cet équilibre non coopératif.

⁴⁰ Dans le même ordre d'idées, des travaux examinent les propensions à consommer du revenu disponible des exploitations familiales agricoles selon leur origine. Pour les agriculteurs du Kansas, les données d'une étude concluent que la propension à consommer des revenus non agricoles et des transferts gouvernementaux est plus élevée que la propension à consommer des revenus de l'exploitation. Voir Carriker, Langemeier, Schroeder et Featherstone [1993]. Thaler [1990] observe que "les diverses ressources dont disposent les ménages sont moins fongibles les unes avec les autres (...) les ménages établiraient mentalement des caisses et des comptes distincts et s'imposeraient des règles pour l'affectation des ressources inscrites respectivement à ces comptes". Malinvaud [1995]. C'est pourquoi d'ailleurs les modèles macroéconomiques distinguent souvent les diverses sources de revenu.

³⁹ Dans ce modèle de négociation, le point de menace dépend exclusivement de la situation des personnes seules ou divorcées. Dans les prises de décisions quotidiennes du ménage, le recours au divorce peut paraître quelque peu abusif. C'est pourquoi, Lundberg et Pollack [1993] ont proposé que le point de menace soit un équilibre non coopératif, endogène au ménage. Chaque individu se reporte vers ses sphères d'activités autonomes qui sont définies par la division traditionnelle des rôles dans le

potentielle de ces différences. Si les préférences des femmes, en matière de consommation, sont différentes de celles des hommes alors une amélioration du pouvoir de négociation des femmes entraîne une évolution de la demande du ménage vers les consommations préférées des femmes.

5. *Pouvoir de négociation, consommation et ajustement structurel*

Pour Guyer⁴¹, les femmes africaines consacrent une part relativement plus grande de leur revenu à des dépenses collectives (fonctionnement du ménage et éducation des enfants), les dépenses des hommes étant plus personnelles (alcool, cigarettes, etc.). Ces constatations ne permettent malheureusement pas d'invalider aussi rapidement l'approche unitaire du ménage.

En effet, prenons l'exemple d'une amélioration du salaire des femmes sur le marché du travail qui provoque une modification des dépenses du ménage. Le modèle coopératif explique ce changement par une amélioration du pouvoir de négociation des femmes dont le point de menace a été augmenté. Néanmoins, un modèle néoclassique traditionnel (modèle unitaire) lie cette modification des dépenses à une réallocation du temps des membres du ménage. L'augmentation du salaire féminin entraîne une hausse de l'offre de travail des femmes : les femmes achètent alors directement de la farine de maïs et non du maïs à moudre. La variation du salaire mesure alors non une modification des pouvoirs de négociation, mais une modification du coût d'opportunité du temps des femmes (ou prix fictif du temps). De plus, la présence des femmes sur les marchés diminue d'autant les coûts de transaction liées à l'achat des biens alimentaires. Ainsi, les corrélations constatées entre les revenus monétaires et l'acquisition de certains biens peuvent facilement s'expliquer par des différences dans les "productivités d'achat"⁴².

En effet, si en principe les deux cadres d'analyse entraînent des modélisations différentes, les formes réduites des relations à estimer sont souvent similaires⁴³. Les seules différences peuvent provenir des variables qui déterminent les points de menace individuelle. Mais la plupart du temps, ces variables peuvent tout aussi bien représenter les prix fictifs du

temps que les points de menace (c'est l'exemple précédent du salaire). Ainsi, pour dissocier les modèles unitaires des modèles collectifs faut-il trouver des variables qui affectent les points de menace sans affecter les prix fictifs du temps. C'est pourquoi les études qui relient l'offre de travail aux dépenses peuvent être biaisées. En effet, les décisions d'offre de travail ne sont pas forcément exogènes : elles reflètent peut-être déjà en partie l'arbitrage entre la consommation de biens et la consommation de loisirs.

Dans cette optique, Hoddinott et Haddad, après avoir examiné l'influence du revenu des femmes sur les dépenses du ménage, testent la robustesse de leurs résultats en modifiant la forme fonctionnelle de leurs estimations. Pour ne pas retomber sur les problèmes d'endogénéisation de l'offre de travail, on peut tester les différences de coefficients budgétaires entre les hommes et les femmes en fonction des revenus non gagnés. Leurs données ivoiriennes (Living Standard Survey 1986-1987) confirment l'hypothèse que les femmes consacrent une plus grande part de leurs ressources à l'achat de biens pour les enfants et aux dépenses générales du ménage, tandis que les hommes dépensent une plus grande proportion de leurs ressources à des dépenses personnelles. De façon plus intéressante, ils calculent le lien entre la part du revenu contrôlée par les femmes et les dépenses totales du ménage pour un même niveau de dépenses alimentaires. Une baisse de 11% des dépenses totales du ménage n'entraînerait aucun changement dans les dépenses alimentaires des ménages si la totalité des revenus monétaires étaient contrôlés par les femmes. Par contre, si les femmes étaient totalement dépossédées des revenus monétaires, pour maintenir le même niveau de dépenses alimentaires, les dépenses totales des ménages devraient augmenter de presque 3%. Ils rappellent également que non seulement la croissance du revenu contrôlé par les femmes entraîne une augmentation des dépenses alimentaires, mais que ces dépenses alimentaires correspondent souvent à des contenus nutritionnels également plus élevés⁴⁴.

Ainsi la baisse du Produit national brut ivoirien peut avoir eu des conséquences aggravées ou atténuées sur la consommation alimentaire selon l'influence de la crise sur la répartition par genre des

⁴¹ Guyer [1980] "Household budgets and women's incomes", Boston University, African Studies Center, Working paper n°28, cité par Hoddinott et Haddad [1995].

⁴² Haddad, Hoddinott et Alderman [1994], p.32].

⁴³ Behrman [1990 et 1992]

⁴⁴ Voir notamment les travaux de Thomas en 1990 sur le Brésil. De nombreux travaux discutent également des élasticités revenus des dépenses en calorie. Strauss et Thomas [1990] montre que l'hypothèse traditionnelle sur l'extrême faiblesse de cette élasticité est rejetée. La hausse du revenu des ménages entraîne bien une augmentation des dépenses en calories des ménages, les dépenses du ménage se déplacent vers des biens alimentaires de plus haute valeur, mais également plus riches en protéines (au contenu nutritionnel plus important).

revenus à l'intérieur du ménage.

Au Brésil, les revenus aux mains des hommes n'ont pas les mêmes conséquences sur la demande de biens des ménages que le revenu aux mains des femmes⁴⁵. Ces dernières consacrent apparemment une plus grande partie du budget qu'elles contrôlent à des biens liés au capital humain ou au loisir. Ces résultats sont confirmés pour des revenus non gagnés ou pour le revenu total. De façon assez spectaculaire, Thomas a calculé qu'au Brésil une augmentation du revenu non gagné des mères multiplie par 20 les chances de survie d'un enfant par rapport à une hausse comparable du revenu non gagné du père⁴⁶.

L'hypothèse d'exogénéité du revenu non gagné n'est pas, en toute logique, parfaitement acceptable. Certains revenus non gagnés reflètent en partie des décisions d'offre de travail antérieure. De plus, les revenus non gagnés ne correspondent pas toujours à la matérialisation d'un point de menace (indemnités maladies, dote)⁴⁷. Il n'est donc pas toujours certain que cette variable mesure sans ambiguïté les rapports de force internes au ménage. Néanmoins, si aucun test n'est parfait, ces différents résultats empiriques démontrent l'importance de la distinction des sources de revenu, que cela soit attribuable au pouvoir afférent aux différents revenus ou aux productivités associées aux différentes activités.

Cependant, si on maintient l'hypothèse d'un ménage coopératif ou non coopératif, on peut envisager les effets des politiques d'ajustement structurel sur la répartition interne au ménage et donc in fine sur sa consommation.

Haddad et Kanbur examinent les effets de la croissance sur l'inégalité interne du ménage⁴⁸. Ils aboutissent, sous certaines conditions, à la possibilité d'une courbe de Kuznetz au niveau micro-économique : une amélioration générale des ressources du ménage entraîne dans un premier temps une accentuation de l'inégalité interne puis, une décroissance de cette inégalité. Ils démontrent naturellement que la croissance des ressources totales du ménage diminue l'inégalité interne si tous les autres paramètres sont constants. Or cette clause n'est pas souvent respectée dans la mesure où les points de menace des différents acteurs sont diversement affectés par la modification du revenu. En fait, l'inégalité interne du ménage s'aggrave lorsque les points de menace et la production totale n'augmentent pas dans les mêmes proportions.

Les politiques d'ajustement structurel donnent une assez bonne illustration de ces mécanismes. Un des principes essentiels de ces politiques consistait à favoriser le secteur des biens échangés internationalement en modifiant les prix relatifs en leur faveur. En milieu agricole cela revenait à augmenter le prix des cultures monétaires d'exportation aux dépens des cultures vivrières. Si on fait l'hypothèse qu'en Afrique subsaharienne les cultures d'exportation sont traditionnellement réservées aux hommes du ménage et les cultures vivrières aux femmes, les PAS augmentent les opportunités des hommes, et donc leur pouvoir de négociation, et diminuent celles des femmes. L'inégalité interne du ménage s'accroît donc dans ces conditions. En reprenant nos hypothèses sur les coefficients budgétaires des femmes et des hommes, la diminution du pouvoir de négociation des femmes entraîne une détérioration relative des dépenses en capital humain et en loisir du ménage. Cet effet peut être en partie compensé par une hausse suffisante du revenu total du ménage. Néanmoins, on peut craindre que cette modification des prix relatifs se soit produit dans un contexte de crise, ce qui aurait accentué les effets négatifs de la crise sur la consommation des ménages des membres les plus faibles (notamment les enfants). Cette conclusion est naturellement tributaire des hypothèses formulées sur la division sexuelle du travail dans le ménage.

6. Conclusion

L'analyse néoclassique des modèles collectifs, en distinguant les différents membres du ménage, autorise des actions politiques plus fines et adaptées. Non seulement la justification du ciblage des transferts publics est renforcée⁴⁹, mais la nature dynamique et conflictuelle du fonctionnement interne du ménage ouvre des voies nouvelles à la compréhension de l'échec ou de la réussite de certains projets.

La promotion des femmes a été, et demeure, un des thèmes essentiels de maintes actions de développement. Nous avons également rappelé, après d'autres, que l'amélioration de la situation relative des femmes permettait souvent d'améliorer plus rapidement le sort des membres les plus faibles des ménages (les enfants). Cependant, le ciblage a priori des projets ne permet pas toujours d'atteindre ces objectifs. Par exemple, en Gambie, l'impact d'un projet rizicole a eu des répercussions inattendues sur la division du travail. Promu initialement pour renforcer la situation des femmes, le projet s'est

⁴⁵ Haddad [1993]. Des résultats similaires sont obtenus dans les pays développés, voir les travaux sur le Canada et la France de Bourguignon, Browning, Chiappori, Lechêne [1993].

⁴⁶ Thomas [1990].

⁴⁷ Haddad, Hodinott et Alderman [1994].

⁴⁸ Haddad et Kanbur [1994].

⁴⁹ Haddad et Kanbur [1992].

retourné contre elles. Alors que les femmes détenaient traditionnellement la production de riz, les femmes ont progressivement perdu le contrôle de la production de riz, maintenant essentiellement produit sur des parcelles irriguées contrôlées par les hommes. Si le changement technologique entraîne une augmentation de la charge de travail des femmes par rapport aux hommes, dans le même temps, ce même changement technologique réduit l'accès des femmes aux ressources nécessaires à l'augmentation de la productivité et de la production⁵⁰. Cette nouvelle répartition des tâches n'a heureusement pas eu les effets nutritionnels attendus, dans la mesure où la perte relative du contrôle du revenu par les femmes a été plus que compensée par la hausse du revenu totale du ménage : la situation nutritionnelle des enfants et des femmes s'est améliorée⁵¹.

Inversement, la crise associée aux PAS peut avoir aggravé la situation des plus défavorisées. Les enseignements de ces différentes analyses nous conduisent à relativiser tout mouvement général des revenus tant que ne sont pas pris en compte les effets sur l'inégalité interne des pouvoirs dans le ménage. Les modèles collectifs, parce qu'ils permettent de prendre en compte explicitement ces jeux d'influence et d'interaction, sont sans doute des modèles économiques adaptés pour examiner ces situations.

Références bibliographiques

Alderman H., Chiappori P-A, Haddad L., Hoddinott J., Kanbur R. 1995. "Unitary versus collective models of the household : is it time to shift the burden of proof ?", *The World Bank Research Observer*, vol.10, n°1 (février), pp.1-19.

Becker G. 1965. "A theory of the allocation of time", *Economic Journal*, 75, pp493-517.

Behrman J.R 1988. "Intrahousehold allocation of nutrients in rural india : are boys favored? do parents exhibit inequality aversion", *Oxford Economic Paper*, Vol.40, pp32-54.

Behrman J.R 1990. "Peeking into the black box of economic models of the household" in B.L.Rogers, N.P.Schlossman eds *Intra-household resource allocation : issues and methods for development policy and planning*, United Nations University Press, Tokyo, pp.44-50.

Behrman J.R 1992. "Intrahousehold allocation of nutrients and gender effects : a survey of structural structural and reduced form estimates" in S.R.Osmani *Nutrition and Poverty*, Clarendon Press, Oxford, pp.286-355

Bourguignon F., Browning M., Chiappori P-A, Lechene V. 1993. "Intra household allocation of consumption : a model and some evidence from french data", *Annales d'Economie et de Statistique*, n°29, pp.137-156.

Brossolet C. 1992. *Fondement de la division du travail dans les modèles économiques du ménage*, Arguments, avril, 225p.

Von Braun J. 1988. "Effects of technological Change in Agriculture on food consumption and nutrition : rice in a west african setting", *World Development*, Vol.16, n°9, pp.1083-1098.

Von Braun J., Webb P.J.R 1989. "The impact of new crop technology on the agricultural division of labor in a west african setting", *Economic Development and Cultural Change*, vol.37, 3, pp.513-534.

Carriker G.L, Langemeier M.R, Schroeder T.C, Featherstone A.M 1993. "Propensity to consume farm family disposable income from separate sources", *American Journal of Agricultural Economics*, 75, August, pp.739-744.

Chiappori P-A 1988. "Rational household labor supply", *Econometrica*, Vol.56, n°1, January, pp.63-89.

Chiappori P-A 1992. "Collective labor supply and welfare", *Journal of Political Economy*, Vol.100,n°3, pp.437-467.

Deaton A. 1989. "Looking for boy-girl discrimination in household expenditure data", *The World Bank Economic Review*, vol.3, n°1, pp.1-15.

De Janvry A., Sadoulet E. 1995. "Utilisation de modèles de ménages pour la formulation de stratégies de réduction de la pauvreté", *Revue d'Economie du Développement*, n°3, pp. 3-24.

Folbre N. 1986. "Cleaning house : new perspectives on household and economic development", *Journal of Development Economics*, 22, 1, pp.5-40.

Folbre N. 1983. "Household production in the philippines", June, *Working Paper n°26*, Michigan State University.

Gastellu J-M 1979. "Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?", *Statéco*, pp.11-30.

Gladwin C.H, McMillan D. 1989. "Is a turnaround in africa possible without helping african women to farm?", *Economic Development and Cultural Change*, pp.345-369.

Guyer J.I. 1981. "Household and Community in African Studies", *African Studies Review*, n°24 (2/3), pp.87-137.

Haddad L., Kanbur R. 1994. "Are better off households more unequal or less unequal ?", *Oxford Economic Paper*, vol.46, n°3, July, pp.445-458.

Haddad L., Kanbur R. 1992. " Intrahousehold inequality

⁵⁰ J.Von Braun et Webb [1989].

⁵¹ J.Von Braun [1988].

- and the theory of targeting", *European Economic Review*, vol.36, pp.372-378.
- Haddad L., Kanbur R., Bouis H. 1994. "Intrahousehold inequality and average household well-being : evidence on calorie intakes and energy expenditures from the philippines", in F.Caillavet, H.Guyomard, R.Lifran *Agricultural Household Modelling and Family Economics*, Elsevier, pp.239-257.
- Haddad L., Hoddinott J., Alderman H. 1994. "Intrahousehold resource allocation : an overview", *Policy Research Working Paper 1255*, World Bank, Policy Research Department, February, 89p.
- Haddad L., Reardon T. 1993. Gender bias in the allocation of resources within households in Burkina-Faso: a disaggregated outlay equivalent analysis", *The Journal of Development Studies*, vol.29, n°2, pp.260-276.
- Hoddinott, J., Haddad, L. 1995. "Does female income share influence household expenditures ? Evidence from Côte d'Ivoire", *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, Vol.57, n°1, pp.77-96.
- Jones C. 1983. "The mobilization of women's labor for cash crop production: a game theoretic approach", *American Journal of Agricultural Economics*, December, pp.1049-1054.
- Lachaud J-P. 1994. *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique Subsaharienne : analyse comparative*, Genève, Institut International d'Etudes Sociales.
- Lachaud J-P 1996. *Les femmes et le marché du travail urbain en Afrique Subsaharienne*, Bordeaux, série de recherche 1, Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Low A. 1985. *Agricultural Development in Southern Africa*, Londres, James Curry Publishers.
- Lundberg S., Pollack R.A 1993. "Separate spheres bargaining and the marriage market", *Journal of Political Economy*, vol 101, n°6, pp.988-1010.
- Malinvaud E. 1995. "Sur l'hypothèse de rationalité en théorie macroéconomique", *Revue Economique*, pp.523-533.
- McElroy M.B 1990. "The empirical content of Nash-Bargained household behavior", *The journal of Human Resources*, 25, pp.559-583.
- Meignel S. 1991. "La dimension sociale de l'ajustement en Afrique Subsaharienne : une analyse des ménages agricoles", Septembre, mémoire de D.E.A, Bordeaux.
- Muller C. 1992. "Estimation des consommations de producteurs agricoles d'Afrique centrale", *Economie et Prévision*, n°105, 4, pp.17-34.
- Nakajima C. 1969. "Subsistence and commercial family farm : some theoretical models of subjective equilibrium", in C.Wharton ed., *Subsistence agriculture and economic development*, Chicago, Aldine.
- Pitt M., Rosenzweig M.R, Hassan Md.N. 1990. "Productivity, health and inequality in the intrahousehold distribution of food in low-income countries", *American Economic Review*, 80, 5, pp.1139-1156.
- Rosenzweig M.R, Schultz T.P 1982. "Market opportunities, genetic endowments and intrafamily resource distribution : child survival in rural India", *American Economic Review*, 72, 4, pp.803-815.
- Sen A. 1983. "Economics and the family", *Asian Economic Review*, vol 1, n°1, pp.14-26.
- Singh I., L. Squire, J. Strauss, 1986a. *Agricultural Household Model*, The World Bank, J. Hopkins University Press.
- Singh I., L. Squire, J. Strauss, 1986b. "A survey of an agricultural household models : recent findings and policy implications", *The World Bank Economic Review*, September, Vol.1, pp.149-179.
- Strauss J. 1986. "The theory and comparative statics of agricultural household models : a general approach " in I. Singh, L. Squire, J. Strauss, (1986a), *Agricultural Household Model*, The World Bank, J. Hopkins University Press.
- Strauss J. 1990. "The shape of the calorie-expenditure curve", mimeo, June, 41p.
- Strauss J., Thomas D. 1995. "Human resources : empirical modeling of household and family decisions", in J.R.Behrman, T.N.Srinivisan *Handbook of Development Economics*, volume III, Elsevier, pp.1883-2023.
- Subramaniam R. 1996. "Gender bias in India : the importance of household fixed-effects", *Oxford Economic Paper*, 48, pp.280-299.
- Svedberg P. 1996. "Gender biases in Sub-Saharan africa: reply and further evidence", *The journal of Development Studies*, Vol.32, n°6, August, pp.933-943
- Thomas D. 1994 "Like father, like son; like mother, like daughter -Parental resources and child height", *The Journal of Human Resources*, 4, pp951-988.
- Thomas D. 1993. "The distribution of income and expenditure within the household", *Annales d'Economie et de Statistiques*, n°29, pp.109-135.
- Thomas D. 1990. "Intra-Household resource allocation : an inferential approach", *The Journal of Human Resources*, XXV, 4, pp.635-663.
- Udry, C., Hoddinott, J., Alderman, H., Haddad, L., 1995.

“ Gender differentials in farm productivity : implications for household efficiency and agricultural policy”, *Food Policy*, Vol.20, n°5, pp.407-423.

Udry, C.,1996. “ Gender, agricultural production, and the theory of the household”, *Journal of Political Economy*, Vol.104, n°5, pp.1010-1046.